Document generated on 06/05/2025 2:30 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Êtes-vous politically correct?

Pierre Lemieux

Volume 2, Number 1-2, Fall 1993

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063356ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063356ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Lemieux, P. (1993). Êtes-vous politically correct? *Bulletin d'histoire politique*, *2*(1-2), 33–41. https://doi.org/10.7202/1063356ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ÊTES-VOUS *POLITICALLY CORRECT*?

par Pierre Lemieux
Économiste et écrivain,
Professeur associé au département
des sciences administratives
à l'Université du Québec à Hull
et directeur de la collection «Iconoclastes»
aux Belles Lettres (Paris)

Au premier abord, la rectitude politique se présente comme un ensemble un peu disparate de façons de parler, de penser et d'agir qui respectent les tabous et les préjugés des groupes de pression politiquement puissants. Commençons par quelques exemples.

On disait autrefois « les Sauvages », ce qui avait l'avantage d'exprimer un jugement de valeur sur la civilisation par opposition au primitivisme. Avouons toutefois que l'étiquette n'était pas très respectueuse pour les individus que les hasards de la naissance ont fait naître de parents amérindiens. On comprend donc que se soit développé l'usage du terme « Indiens » ou « Amérindiens ». Mais, tout à coup, ça ne va plus: il faut maintenant dire « les Autochtones » ou mieux « les peuples autochtones » ou les « Premières nations », sous peine de passer soi-même pour un sauvage.

De la même manière, on ne peut plus parler des infirmes, il faut dire « les handicapés » (à moins que je ne sois en retard d'un terme à la mode). Les pauvres s'appellent maintenant « les plus démunis » ou « les défavorisés ». Les pays sous-développés sont devenus des « pays en voie de développement ». Les p'tits vieux, des « personnes de l'âge d'or » ou « du troisième âge ». Le terme « homosexuel » (et bien sûr « tapettes ») est proscrit au profit des « gais » — un mot qui avait pourtant un sens bien différent. Les hétérosexuels qui continuent de croire que leurs préférences sont meilleures sont taxés d' « homophobes ».

Autrement dit, il y a des mots du dictionnaire qui sont devenus tabous et que vous ne pouvez plus employer dans les salons sans passer pour un déficient mental — pardon, pour une personne en difficulté d'apprentissage.

À l'inverse, certains mots prennent l'allure d'inculpations incontestables. Qui parmi vous aimerait se voir accuser de sexisme? Vous êtes sexiste si vous croyez qu'en français le masculin inclut le féminin: si, par exemple, vous dites « travailleurs » sans ajouter « travailleuses »; ou si vous dites « les droits de l'homme », alors que l'expression *politically correct* est « les droits de la personne » ou « les droits humains ».

La rectitude politique n'est pas seulement une question de vocabulaire. Il y a des choses qu'il ne faut pas penser et des idées qu'il ne faut pas exprimer. Il n'est pas *politically correct* de suggérer que la discrimination privée est une affaire qui est justement privée; ou qu'il est plus agréable d'être servi par une jolie hôtesse de l'air que par un « agent de bord » mâle; ou que la famille traditionnelle est le meilleur moyen d'élever les enfants. Pour être *politically correct*, il faut croire inconditionnellement à certaines vérités de foi: que l'homme est responsable du trou dans la couche d'ozone, que les pauvres sont pauvres parce que les riches sont riches, ou que la détention privée des armes à feu doit être contrôlée.

Et, bien sûr, il y a des choses qu'il n'est pas *politically correct* de faire. Il n'est pas politiquement correct de raconter des blagues sur certains groupes à la mode, ou d'ouvrir la porte à une femme, ou de s'allumer une cigarette, ou d'aller à la chasse, ou d'avoir une grosse voiture. Quant au harcèlement sexuel, c'est presque le péché absolu.

Nous verrons que la rectitude politique est une morale de groupe, à la fois au sens où elle définit l'individu en fonction du groupe dont il fait partie et au sens où les groupes les plus politiquement puissants imposent à tous leurs propres règles de morale.

Le *politically correct* a d'abord été reconnu et nommé aux États-Unis, et plusieurs de ses manifestations actuelles relèvent de modes importées de ce pays. Les groupes à la mode comprennent les minorités dites visibles, les homosexuels et les féministes. On ne peut plus dire « les noirs », il faut dire « les Africains-Américains ». On ne dit plus « chairman » mais « chairperson » ou encore simplement « *chair* ». Il y a des féministes américaines qui n'utilisent plus l'orthographe usuelle de « women » parce que le mot « men » en fait partie. Une féministe professeur à l'Université Washington dans le Missouri rejette même le terme « seminar » (« séminaire ») parce qu'il fait trop penser à la

semence masculine; elle y a substitué le néologisme « *ovular* » (« ovulaire »).

Les universités sont le haut lieu du *politically correct* aux États-Unis. Un Américain d'origine indienne, Dinesh D'Souza, a réalisé une étude et publié un livre sur ce phénomène, *Illiberal Education. The Politics of Race and Sex on Campus* (« L'éducation non libérale. La politique de la race et du sexe dans les universités »), qui contient des centaines d'exemples. Les universités américaines ont connu une prolifération de cours politiquement corrects: les « *Afro-American Studies* », les « Native Studies », les « *Women Studies* » et même les « *Gay and Lesbian Studies* ». Plusieurs imposent à leurs étudiants ou à leurs professeurs des séminaires (pardonnez-moi le terme sexiste) de sensibilisation au racisme ou au sexisme.

Dinesh D'Souza rapporte les démêlés d'un étudiant de l'Université du Michigan qui avait demandé à la résidence universitaire de le changer de chambre parce que son nouveau compagnon avait tapissé les murs d'affiches d'hommes nus et avait manifesté son intention de recevoir ses petits copains dans leur chambre commune. L'étudiant raconte que l'administration a été choquée par sa démarche: « Ils m'ont demandé [...] quel était *mon* problème. » L'Université a fini par accéder à sa demande de transfert, mais en prévenant l'étudiant qu'il ne devait en parler à personne au risque d'être accusé de discrimination sur la base de l'orientation sexuelle[1]. »

Je le répète pour que l'on me comprenne bien: un homosexuel a droit à ses préférences; il a aussi le droit de tenter de les propager au moyen de persuasion et d'arrangements privés. L'homme est complexe, les individus sont divers et le monde est plein de choses étranges; et il est bon qu'il en soit ainsi.

Le problème est qu'on ne s'arrête pas là. Les groupes politiquement corrects ne prônent pas la liberté entre adultes consentants, ils veulent plutôt imposer leurs valeurs morales aux autres. Ils ont fait adopter des lois qui interdisent justement aux autres d'utiliser la persuasion et les relations privées pour se façonner un environnement dans lequel ils seraient eux aussi à l'aise. Les lois antidiscrimination et, sous prétexte de combattre la « discrimination systémique », les programmes de discrimination positive qu'elles ont engendrés, constituent l'exemple le plus criant de cette imposition par la loi de la morale *politically correct*.

Pour se conformer aux lois, les universités américaines sont souvent obligées d'établir des quotas d'embauche de professeurs et d'admission des étudiants. Quand un étudiant passe les tests d'aptitude standards que requièrent les universités, on lui demande maintenant sa race. Si vous êtes blanc (ou, dans certains cas, asiatique), vous avez moins de chance d'être admis que les individus des minorités favorisées. Comme l'écrit Dinesh D'Souza, il y a maintenant deux catégories de critères d'admission dans les universités américaines: ceux qui s'appliquent aux individus ordinaires et des critères moins exigeants pour les minorités favorisées. Bref, au nom de la politique antidiscrimination, on a légalisé la discrimination, à laquelle on a donné le nom très politiquement correct de « Affirmative Action ».

Les résultats de cet apartheid légal sont désastreux. Le taux d'échec des individus admis en vertu des programmes de discrimination positive est élevé. Ils se sentent par le fait même inférieurs. Ceux qui ne le sont pas demeurent à jamais stigmatisés par le soupçon qu'ils ne doivent leur succès qu'à la discrimination en faveur de leur groupe. Il en résulte une ghettoïsation perverse des minorités privilégiées par la loi: une étude sociologique a constaté qu'à l'Université Berkeley, qui est le berceau des quotas ethniques, les étudiants se regroupent par race à la cantine ou à la bibliothèque[2].

La rectitude politique ne défend pas seulement les intérêts des groupes à la mode, mais aussi leurs idées politiques, comme l'adulation de l'environnement, le tabou du harcèlement sexuel et la croisade antitabac (qui commence à s'attaquer aussi à l'alcool).

Prenons le cas du harcèlement sexuel. Bien entendu, comme toute forme de harcèlement,

1. Dinesh D'Souza, *Illiberal Education. The Politics of Race and Sex on Campus*, New York, Macmillan, 1991, p. 8-9.

2. *Ibid.*, p. 46 sq.

celui-là peut être vulgaire, avilissant et immoral. Mais cela ne signifie pas qu'il doive être réprimé par la loi et que l'on doive monter des inquisitions et des procès d'intention contre les présumés coupables. La grossièreté est peut-être un vice, elle n'est certainement pas un crime.

Au contraire, le viol, le vrai viol avec violence, est un crime condamnable. Mais la rectitude politique occulte la différence entre le viol, le harcèlement et la séduction. Une enquête récente de deux sociologues de l'Université Carleton mettait sur le même pied le viol, le mépris et la jalousie[3].

L'accusation de harcèlement sexuel, que l'on distingue de moins en moins du viol, est devenue un moyen facile pour détruire n'importe qui. Le juge Clarence Thomas a dû affronter l'inquisition du Sénat américain parce qu'une ancienne collaboratrice l'accusait de l'avoir « harcelée » sexuellement plusieurs années auparavant. Ça sent la chasse aux sorcières.

Alors que je préparais ce texte, je suis tombé sur un article du *Wall Street Journal* du 22 mars, où une femme d'affaires raconte comment elle a goûté de l'accusation. En effet, la folie du harcèlement sexuel a atteint un tel point aux États-Unis que 10 % des accusations sont maintenant portées par des hommes, et la proportion est en hausse.

L'histoire de Debra Benton est la suivante. En tant que consultante, elle dirigeait un séminaire pour un groupe de cadres d'entreprise. Elle expliquait comment, à son avis, les gestes et le contact physique sont parfois importants pour exprimer ses sentiments: par exemple, mettre la main sur l'épaule de celui à qui on veut témoigner sa confiance. M^me^ Benton ajouta qu'il ne faut pas toucher n'importe où. Pour illustrer ce qu'il ne faut pas faire, elle s'approcha d'un homme en bermuda dont la jambe dépassait dans l'allée et lui toucha le genou. Le type a porté plainte pour harcèlement sexuel! La présence de plusieurs témoins lors de cette affaire anodine a empêché le plaignant de traîner M^me^ Benton devant les tribunaux, mais il a quand même réussi à lui faire retirer son contrat[4].

Pour dire quelque chose de tout à fait macho et commettre un péché mortel contre la rectitude politique, j'ajouterais qu'il faut bien un homme qui n'a rien sous son bermuda pour porter une accusation de harcèlement sexuel contre une femme.

La croisade du *politically correct* vise au fond l'ensemble de la civilisation occidentale. Plusieurs universités américaines ont remplacé leur cours sur les valeurs occidentales, où on faisait lire aux étudiants les grands penseurs de l'Occident, par des cours sur les « Cultures, Idées et Valeurs ». La bibliographie de ce cours à l'Université Stanford inclut, parmi les livres qui ont remplacé les classiques, l'ouvrage de Franz Fanon, *Les damnés de la terre*, en préface duquel Jean-Paul Sartre encourageait les Africains à assassiner les Européens.

La rectitude politique s'oppose à la liberté d'expression et de pensée. Dinesh D'Souza rapporte qu'en 1988 la Faculté de droit de l'Université de New York à Buffalo a adopté une directive prévenant les étudiants contre toute « remarque à l'endroit de la race, du sexe, de la religion, de l'origine nationale, de l'âge ou de l'orientation sexuelle de quelqu'un ». Vous n'êtes pas protégés par la liberté d'expression, explique l'Université, parce que « les valeurs de notre communauté intellectuelle vont bien au-delà du simple engagement habituel en faveur des débats libres et ouverts[5] ».

Autre exemple. Dans un « manuel » sur le « *race and gender education* » publié par l'*American Sociological Association*, un professeur d'études féministes dans une grande université américaine écrit:

> Je commence mon cours avec le principe féministe de base selon lequel la société de classes, raciste et sexiste, nous a tous, quelles que soient nos intentions, transmis des attitudes oppressives. Plus précisément, cela signifie qu'on ne peut pas discuter la question de savoir si un

3. Cf. *Le Devoir*, 9 février 1993, p. A-2.

4. Debra Benton, « Hands-On Approach Can Get Sticky », *Wall Street Journal*, 22 mars 1993, p. A-14.

5. Cité par Dinesh D'Souza, *op. cit.*, p. 9.

étudiant blanc est raciste ou si un étudiant mâle est sexiste. Il ou elle l'est certainement[6].

On aurait pensé que l'université était plutôt l'endroit où, par définition, on pouvait, sereinement et rationnellement, débattre n'importe quelle question.

Cest une erreur de croire que la rectitude politique défend la personne minoritaire. Elle défend en fait des groupes abstraits au nom d'une idéologie de l'adulation du collectif et de la haine de l'individu. L'individu y est entièrement défini en fonction du groupe dont il fait partie, à tel point qu'il n'y a plus que des groupes qui se déchirent dans la jungle politique. Le succès individuel est suspect et doit être sacrifié aux intérêts abstraits du groupe.

En 1989, l'Université de Pennsylvanie décide d'imposer à ses étudiants des séminaires obligatoires sur le racisme. Un membre de l'Université exprime, dans une note à l'administration, sa préoccupation pour la dignité de l'individu et la protection des libertés de tous. Un dirigeant de l'Université lui retourne sa note, où il a souligné le terme « individu » et ajouté l'annotation suivante: « *This is a RED FLAG phrase today, which is considered by many to be RACIST. Arguments that champion the individual over the group ultimately privilege the "individuals" who belong to the largest or dominant group.*[7] »

L'imposition de la pensée *politically correct* a exacerbé les solidarités de groupe et, il fallait s'y attendre, produit une montée du racisme et de la confrontation sur les campus américains.

Du point de vue de la rectitude politique, il y a deux sortes de personnes: les victimes et les coupables. Si vous êtes noir, vous êtes forcément victime du racisme. Si vous êtes une femme, vous êtes nécessairement victime du sexisme. Si vous êtes pauvre, vous êtes irrémédiablement victime des riches. Et cetera. Ceux qui ne sont pas collectivement victimes sont collectivement coupables, y compris des fautes de leurs ancêtres.

On voit bien ici aussi comment le *politically correct* est une morale groupiste. Sous prétexte de protéger les groupes minoritaires, on oublie l'individu, qui est la minorité ultime et incontournable. L'individu disparaît dans un groupe de victimes ou dans un groupe de coupables. Et le premier groupe a le droit d'imposer sa morale au second.

On a peut-être tendance à exagérer l'impact du *politically correct* aux États-Unis. Selon l'écrivain américain Philip Roth, le *politically correct* « reste très limité à l'Université et n'atteint pas vraiment la société ». Il ajoute: « c'est surtout concentré dans les universités "chic"; c'est largement une maladie de l'élite[8]. » De plus, le courant est contesté, même à l'université et notamment par des journaux étudiants.

Non seulement la mode américaine est-elle importée au Canada, mais je me demande parfois si notre pays n'est pas la véritable patrie de la rectitude politique. Il y a longtemps qu'il existe au Canada des idées et des actions taboues et des mots qu'il ne faut pas dire. Mais notre environnement est tellement imbibé de *politically correct* qu'on ne le remarquait pas. Les gens ont tellement bien appris à penser, à parler et à agir *politically correct* que, comme M. Jourdain, ils font du *politically correct* à leur insu. Il a fallu que le phénomène soit nommé et contesté aux États-Unis pour que l'on commence à en parler ici.

Prenez par exemple l'entente constitutionnelle qui a fait l'objet d'un référendum l'an dernier. Le texte ne mentionne qu'une fois le terme « liberté », dans l'expression antinomique de « droits et libertés individuels et collectifs », mais il parle beaucoup d'« égalité », des « Premières Nations », des « droits des peuples autochtones », il mentionne l'objectif du « développement durable et équitable » et de l'égalité des sexes. En fait, cette entente représentait une macédoine de « droits collectifs » concoctés par tout ce qu'il y a de groupes de pression politiquement corrects au Canada. Elle aurait donné au Canada la constitution la plus *politically correct* en Occident.

6. *Ibid.*, p. 8.
7. *Wall Street Journal*, 12 octobre 1989; cité par Dinesh D'Souza, *op. cit.*, p. 9-10.
8. *Le Monde*, 3 novembre 1993, p. 2.

Selon Luc Ferry, qui a récemment consacré un essai au caractère antihumaniste de la morale écologiste, le gouvernement fédéral aurait même publié en 1991 une brochure décrivant les termes *politically correct* à utiliser pour décrire les maladies[9].

Quant au harcèlement sexuel, il a tendance à être défini de manière très large au Canada anglais. La Commission canadienne des droits y inclut « des invitations ou des requêtes importunes, qu'elles soient implicites ou explicites » et même « des regards concupiscents[10] ». Un « incident isolé » suffit à déclencher la suspicion. Bien que nous n'en soyons sans doute pas tout à fait arrivés aux excès américains, ce genre de définition nous y amène à grands pas.

Autre exemple. J'ai récemment eu l'occasion de visiter l'Université Trent en Ontario. À l'écart de la petite ville de Peterborough, l'Université occupe un vaste campus vallonné et parsemé d'arbres. La majorité des étudiants sont des filles. Une rivière calme serpente entre les résidences dans un décor idyllique. Ce jour-là, le vent d'automne soufflait, mais on devinait encore la verdure de l'été et le chant des oiseaux était comme resté accroché aux arbres.

J'ai pris une copie du journal étudiant qui, étrangement, porte pour titre *Arthur* — j'aurais proposé quelque chose de plus politiquement correct, *Géraldine* par exemple. Car qu'est-ce qu'on y découvre? Que malgré son apparence idyllique Trent est un haut lieu du racisme et du sexisme en Occident. Le bloc éditorial déclare que le journal « se réserve le droit de modifier ou de refuser tout ce qui est considéré comme sexiste, raciste, homophobe... ». Dans les pages du journal, une controverse fait rage au sujet d'un groupe d'étudiants mâles qui ont demandé à l'association étudiante d'ouvrir sur le campus un « *men's center* » et une « bibliothèque d'études masculines », comme il existe déjà un « *women's center* » et une bibliothèque d'études féminines.

Ces projets ont été rejetés, mais deux rédactrices étudiantes y voient le symptôme d'un terrible *backlash* antiféministe. Je vous en cite quelques passages[11]:

> *Women of color, women with disabilities, lower income women and lesbians are particularly vulnerable to this backlash. [...]*
>
> *It is obvious that the men who submitted this proposal do not understand why we have a women's center and resource library...*
>
> *The women's center at Trent was established to give women a safe place to go on campus because many women do not feel comfortable or safe on campus.*
>
> *The reason we have a resource library of women's literature / history / theory is because the four floors of the [main] Library are largely stacked with books by and about men.*

Voilà pour les victimes professionnelles. Mais le même numéro du journal donne aussi la parole aux coupables professionnels, sous la plume d'un étudiant mâle qui fait l'autocritique de ses congénères:

> *Too often, men condemn violence against women, but take no responsibility for it. [We fail] to see it as a societal problem, a problem which all men are guilty of perpetuating to one extent or another.*

Il est vrai que ces auteurs sont de jeunes étudiants qui lisent trop la presse américaine, et nous pouvons les comprendre puisque nous avons tous fait nos erreurs de jeunesse. Leurs propos servent quand même à illustrer la vague de rectitude politique qui déferle sur les universités canadiennes.

9. Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal, l'homme*, Paris, Grasset, 1992, p. 135.
10. Commission canadienne des droits de la personne, *La politique de la commission, juillet 1985*. Voir aussi Maurice Drapeau, *Le harcèlement sexuel au travail*, Cowansville, Commission des droits de la personne du Québec et Éditions Yvon Blais (collection Études et documents de recherche sur les droits et libertés, no 5, 1991, p. 79-80.
11. *Arthur*, 20 octobre 1992, p. 2 et 19.

Dans les années quarante, un intellectuel canadien-anglais soutenait que le puritanisme empêchaient les Canadiens d'apprécier l'art. Heureusement, ajoutait-il, « le puritanisme est sur son déclin et bientôt il ne pourra plus exercer ses contraintes destructrices sur les thèmes ou sur le langage de l'écrivain canadien qui écrit pour le grand public[12] ». Il n'avait pas prévu que ce serait une libération pour ainsi dire à l'africaine, et qu'un nouveau puritanisme *politically correct* remplacerait vite l'ancien.

Il ne faut pas croire que le Québec soit à l'abri de cette vague. Au contraire. C'est au Québec que la rectitude politique a reçu sa véritable traduction française.

On ne compte plus les formules *politically correct* qui, ici, ont été imposées par l'influence des intellectuels, par les officines d'État et souvent même par la force de la loi. Au lieu de la discrimination positive, la loi parle « d'accès à l'égalité ». La législation contre la liberté du travail s'appelle « antiscabs ». Au lieu de parler des individus de race noire ou jaune ou des juifs ou des Canadiens d'origine italienne, on parle des « communautés culturelles ».

Personne n'ose plus utiliser le terme« homme d'affaires » ni même le terme français correct de « dirigeant d'entreprise »: on doit employer le terme non sexiste de « gens d'affaires ». Au XVIII[e] siècle, Diderot écrivait: « Deux gens qui auraient le malheur d'être sourds, aveugles et muets. » Depuis près de 200 ans cependant, le terme « gens » désigne un nombre indéterminé de personnes[13], et on commet une faute de grammaire quand on dit « deux gens d'affaires ». Mais les tenants du *politically correct* ne se préoccupent pas du français puisqu'ils veulent nous imposer une nouvelle langue.

Luc Ferry raconte comment, invité à donner une conférence dans une université montréalaise sur la déclaration des droits de l'homme de 1789, l'université lui demanda de renommer sa conférence: « Sur la déclaration des droits humains[14] ».

La féminisation des titres et le double emploi du masculin et du féminin sont éminemment *politically correct*. Même si le terme « homme » vient du latin « homo » qui réfère à l'humain au sens générique, on l'a biffé du vocabulaire officiel. *Le Devoir* avait montré la voie il y a une dizaine d'années en retirant le terme de sa rubrique « Des idées, des événements et des hommes », qui est devenue « Des idées, des événements » jusqu'à la récente révision de la maquette. Mais je ne veux pas attaquer spécifiquement *Le Devoir*, où la rectitude politique ne sévit sans doute pas plus que dans *La Presse* ou d'autres médias québécois.

Contrairement à la langue parlée en France et dans la plus grande partie du monde français, il faut dire ici « écrivaine », « auteure », « professeure », etc. Le lexique *politically correct* impose aussi « la députée » et « la ministre », comme si le sexe du ministre importait. Je suggère aussi d'ajouter « noir » après « le ministre » s'il arrivait qu'il n'avait pas la couleur des « Québécois de souche ». Il n'y a que les évêques qui n'ont pas encore d'« évêquesses », mais ils se font pardonner en sautant mitre la première dans toutes les modes politiquement correctes qui passent, du tiers-mondisme à l'environnement inclusivement.

Encore une fois, je veux être bien compris. Chacun a le droit de parler comme il le veut: comme la grossièreté ou le tutoiement, mal parler n'est pas un crime — d'autant plus que c'est enseigné dans les écoles publiques. La langue est faite par les gens.

Mais chacun aussi a le droit de refuser de parler comme il ne veut pas. Et il y a des avantages à suivre les règles grammaticales qui se sont développées spontanément et qui, parce qu'elles ont été sélectionnées par l'évolution linguistique, ont de fortes chances d'être les plus efficaces pour exprimer toute la complexité de la vie. Une langue manipulée par les bureaucrates de l'État ou par le simplisme des groupes *politically*

12. E.K. Brown, « The Problem of Canadian Literature », in *On Canadian Poetry*, Toronto, Ryerson Press, 1943; reproduit dans *A Passion for Identity. An Introduction to Canadian Studies*, (sous la direction de Eli Mandel et David Taras), Toronto, Nelson Canada, 1988, p. 159.
13. Maurice Grevisse, *Le bon usage*, 11[e] édition revue, Paris, Duculot, 1980, p. 257.
14. Luc Ferry, *op. cit.*, p. 135

correct est forcément moins riche qu'une langue qui évolue spontanément.

L'avantage de respecter habituellement les usages linguistiques spontanés est d'autant plus marqué que, comme c'est le cas au Québec, une langue qui ne servirait qu'à être compris dans sa tribu n'est pas très utile. Et je crois en effet que la rectitude politique et les normes officielles sont en train d'aggraver l'aliénation des Québécois devant leur langue.

Je pourrais aussi parler du *Rapport Brundtland*[15], une bible de l'idéologie écologiste, qui a été traduit en français par le gouvernement du Québec aux frais des contribuables. Ou encore des homosexuels et des lesbiennes qui, selon des rapports de presse, réclament des « chaires gaies » dans les universités québécoises[16]. Ou de la Brigade rose de l'UQAM.

Les intégrismes, notamment l'intégrisme islamique, remettent à la mode la condamnation de la liberté et des plaisirs de la vie. Dans nos pays, la rectitude politique représente en quelque sorte la version social-démocrate de la montée de l'intolérance, de l'intégrisme et du puritanisme un peu partout dans le monde. Ce nouvel ordre moral est d'autant plus dangereux qu'il a l'appui du bras armé de l'État — le bras séculier, comme on disait au moyen âge.

On assiste à l'émergence d'un nouveau type d'homme: la petite nature promue au rang de héros, c'est-à-dire l'homme protégé — protégé contre le harcèlement sexuel, contre la pornographie, contre la langue anglaise, contre les fumeurs, contre la maladie, contre la vitesse sur les routes, contre la discrimination, contre la littérature haineuse, contre les idées politiquement incorrectes et contre lui-même. J'ajouterais qu'il est de moins en moins, et ceci est la conséquence de cela, protégé contre ses protecteurs. Il est aussi de moins en moins bien protégé contre la violence des vrais crimes.

En France, heureusement, des intellectuels autant de la gauche que de la droite traditionnelle ont commencé à contester le nouvel ordre moral. J'ai déjà mentionné le livre de Luc Ferry sur la morale écologiste. L'auteur cite des déclarations qui donnent une idée de la morale antihumaniste des écologistes à la mode — par exemple:

> Il faut, suggère un écologiste français, « un gouvernement mondial qui puisse oppresser les populations afin de réduire toutes les pollutions et changer les désirs comme les comportements par des manipulations psychologiques[17] ».
>
> Une mortalité humaine massive, écrit un écologiste américain, serait une bonne chose. Il est de notre devoir de la provoquer. C'est le devoir de notre espèce, vis-à-vis de notre milieu, d'éliminer 90% de nos effectifs[18].

Dans un autre livre tout récent publié à Paris, Alain-Gérard Slama dénonce le nouvel ordre moral, qui « favorise la multiplication indéfinie des systèmes de surveillance et des règles de droit[19] ».

Pour quelqu'un qui, comme moi, vit à la fois en France et en Amérique, il ne fait pas de doute que la rectitude politique est incroyablement plus étouffante ici. Les médias français ne sont pas très *politically correct*. On voit même des émissions sexy à la télé — par exemple, les revues des grands cafés-concerts de Paris comme le Crazy Horse, avec leurs danseuses belles comme des déesses. Ce qui, ici, risquerait de provoquer des émeutes.

Le Québec est depuis longtemps une société puritaine, et la Révolution tranquille n'a fait que changer le mal de place. Rappelez-vous que les Ballets Africains avaient été interdits à Montréal en 1967 parce que les ballerines dansaient les seins nus. Aujourd'hui, la rectitude politique a remplacé l'ancien catéchisme. Au lieu de la gourmandise (un des sept péchés capitaux), on

15. Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous, dit « Rapport Brundtland »*, Montréal, Éditions du Fleuve, Publications du Québec, 1988.
16. *Le Devoir*, 13 novembre 1992, p. A-3.
17. Jean Fréchaut, cité par Luc Ferry, *op. cit.*, p. 156.
18. William Aiken, cité *ibid.*, p. 156.
19. Alain-Gérard Slama, *L'angélisme exterminateur. Essai sur l'ordre moral contemporain*, Paris, Grasset, 1993, p. 46.

attaque le tabac et l'alcool. On ne pouvait pas manger de la viande le vendredi, on ne peut plus fumer dans les bâtiments publics définis au sens large. Après avoir banni le blasphème contre Dieu, on ostracise ceux qui ne pensent pas *politically correct*. Au lieu de la luxure, on condamne la pornographie, l'exploitation du corps de la femme et le harcèlement sexuel.

Il est vrai que la littérature officielle sur le harcèlement sexuel au Québec présente, à première vue, une certaine apparence anodine, inoffensive, presque raisonnable en comparaison de ce qui se fait aux États-Unis. La Commission québécoise des droits de la personne inclut généralement l'idée de répétition dans sa définition du harcèlement sexuel[20], ce qui ouvre la porte à moins d'abus dans l'interprétation.

Mais les pourfendeurs du harcèlement sexuel défendent leur rectitude politique avec un zèle apostolique. Une savante étude réalisée pour le compte de la Commission des droits de la personne s'acharne à montrer comment le caractère générique des termes de la définition qu'elle propose permet « d'épouser les contours sociaux du problème[21] » — ce qui revient à dire que n'importe qui peut l'invoquer en faveur de sa pudibonderie ou de ses désirs de vengeance personnelle.

La *Gazette des Femmes*, canard officiel financé par les contribuables et qui affiche le drapeau du Québec en page couverture, écrit élogieusement:

> La Centrale de l'enseignement du Québec a adopté une politique contre le harcèlement résolument féministe. [...] Aussi, toute plainte est traitée à partir de la prémisse suivante: la femme est présumée victime[22].

Autrement dit, ce n'est qu'une question de temps avant que l'on ne vive ici les excès du nouveau puritanisme américain.

À ce sujet, j'aimerais revenir sur un événement récent qui m'apparaît révélateur du puritanisme québécois. Il est vrai que l'histoire concerne l'École Polytechnique de Montréal et qu'elle a peut-être reçu un traitement exagéré à cause des événements tragiques que l'on sait. Mais cela ne change pas la nature des réactions qu'elle a suscitées.

L'automne dernier, le journal estudiantin de Polytechnique publie un « Spécial Sexe », où le sexe dont il est question n'est pas celui des anges. Un concert de voix politiquement correctes s'est levé pour agiter le spectre de la pornographie. Le responsable de la politique de Polytechnique contre le harcèlement sexuel condamne le journal et propose le nouveau concept du « harcèlement sexuel public »: « Très souvent, explique-t-il, on croit que le harcèlement sexuel se limite aux relations interpersonnelles. On oublie celui que l'on peut retrouver dans les journaux[23]. »

La principale pièce à conviction dans cette chasse aux sorcières était apparemment une caricature, qu'une étudiante d'une autre faculté décrit comme suit dans une lettre au *Devoir*:

> La plus outrageuse bêtise de ce "Spécial sexe" est sans contredit cette illustration à la page 13 d'un jeune homme au regard ivre de plaisir et aux tempes dégoulinantes de sueur, contrastant amèrement avec le visage plein d'effroi et de désarroi de la jeune femme qui lui est subordonnée. Or, bien que cette illustration exprime vraisemblablement l'image d'un viol [...], on a eu le mauvais goût de la commenter par la légende suivante: "Rien ne sert de courir, il faut jouir à point[24] ».

Quelques jours plus tard, le pauvre étudiant auteur de la caricature s'est senti obligé de se défendre publiquement en expliquant que son dessin ne représentait pas un viol mais, simplement et bêtement, une éjaculation précoce. Il valait bien la peine de traverser une révolution sexuelle pour en arriver là.

20. Commission canadienne des droits de la personne, *op. cit.*; voir aussi Maurice Drapeau, *op.cit.*, p. 80et 86-87.
21. Maurice Drapeau, *op. cit.*, p. 88.
22. Danielle Stanton, « Harcèlement sexuel. Alors, on fait quoi? », *Gazette des Femmes*, vol. 14, no 1 (mai-juin 1992), p. 17.
23. *Le Devoir*, 9 octobre 1992, p. 1.
24. *Le Devoir*, 14 octobre 1992, p. B-8.

Ce qui est particulièrement inquiétant au Québec, c'est que tout cela soit aussi peu contesté. Il semble que les jeunes respectent la rectitude politique, qu'ils achètent en vrac la propagande étatique, relayée par l'école, sur l'écologie, la morale groupiste, le nationalisme, etc. On dirait qu'ils se conforment à n'importe quel interdit, comme celui de fumer à l'université par exemple, dès lors qu'il relève du *politically correct*.

N'exagérons rien, car une certaine contestation s'exprime quand même. Pierre Bourgault prend la défense des mâles blancs hétérosexuels. Pour répondre aux menaces des groupes homosexuels de dénoncer publiquement ceux des leurs qui occupent des postes de responsabilité, Nathalie Petrowski vient de publier une confession où elle avoue ses penchants coupables pour les hommes[25]. Et, bien sûr, il y a eu l'extraordinaire *Manifeste d'un salaud* de Roch Côté[26]; le fait que son auteur ait ensuite été embauché au *Devoir* laisse entrevoir quelque espoir.

Mais il reste que le *politically correct* est ici à la fois plus opprimant qu'ailleurs et plus difficile à contester.

Que faire? Le problème n'est pas facile car la rectitude politique s'appuie sur une culture dominante qui nie l'identité de l'individu au profit du groupe et qui reconnaît aux groupes politiquement puissants le droit d'imposer leur morale. On ne se débarrassera du *politically correct* que le jour où cette culture aura disparu. Entretemps, un peu d'indocilité ne ferait pas de tort.

On peut en tout cas refuser de parler *politically correct*. C'est assez facile: il suffit de parler le français de Guillaume Apollinaire ou d'Alain Grandbois.

Ma référence à des poètes n'est pas innocente. Car le *politically correct* corrompt aussi la poésie de la langue. La rectitude politique s'est opposée à ce que l'on donne des noms de femme aux ouragans, et les règlements du fisc américain ont abandonné le genre féminin pour parler d'un navire.

Comment voulez vous exprimer en *politically correct* les beaux vers d'Apollinaire: « Pour son baiser les rois du monde seraient morts les pauvres fameux Pour elle eussent vendu leur ombre. »

J'ai envie d'apporter ma petite contribution au développement du français québécois *politically correct* et de proposer une traduction (vous me direz que ce n'est pas aussi joli, mais on ne peut pas tout avoir, et la poésie de l'amour et la rectitude politique): « Pour son regard non concupiscent, les syndiqué-e-s auraient jeté leurs pancartes. Les plus démuni-e-s, pour elle ou lui, auraient déchiré leur chèque de BS. »

25. *La Presse*, 25 mars 1993, p. D-3.
26. Montréal, Éditions du Portique, 1990.